

Un colloque pour renforcer les liens **entre recherche et territoires**

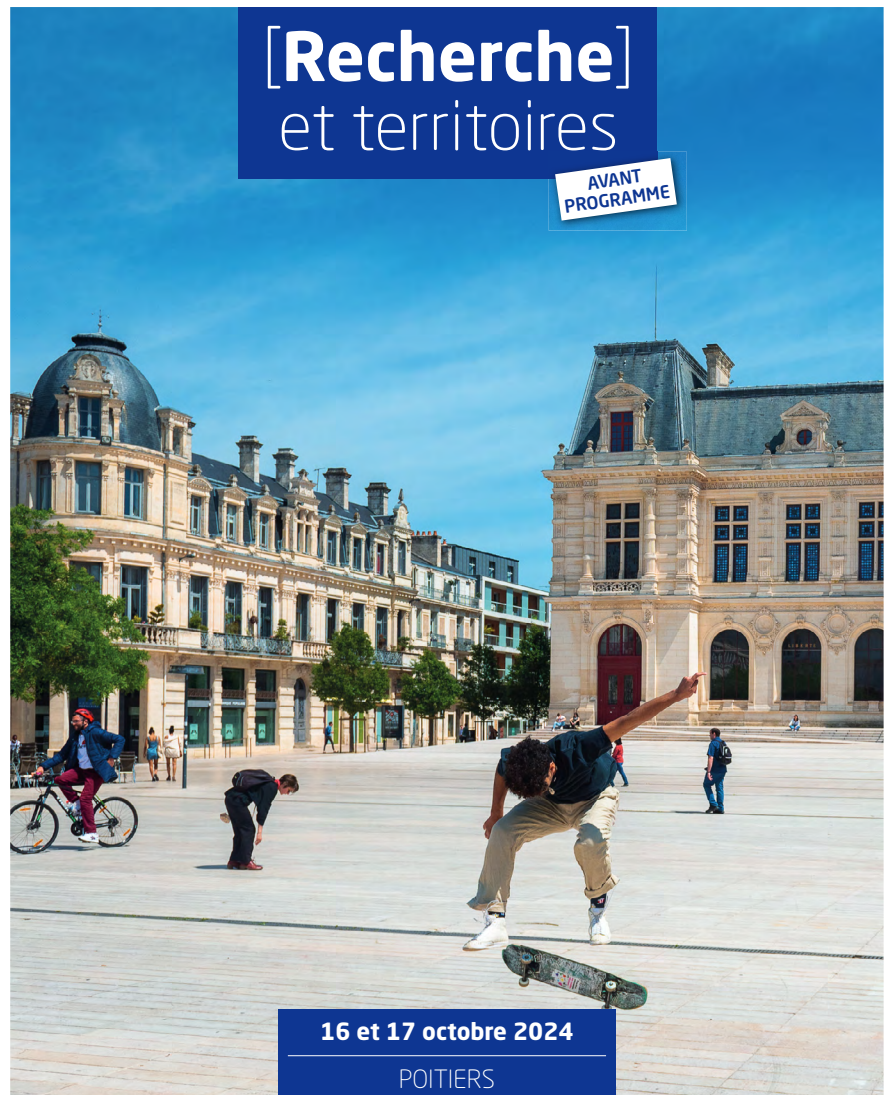
Colloque annuel des villes universitaires de France

Pour la séance d'ouverture du Colloque national des villes universitaires de France, mercredi 16 octobre 2024, trois personnalités étaient présentes pour accueillir les participants en la Faculté de sciences économiques de l'Université de Poitiers.



Virginie Laval, Présidente de l'[Université de Poitiers](#) et du Conseil de la Formation, de la Vie étudiante et de l'Insertion professionnelle de [France Universités](#), a d'abord souligné l'importance des partenariats avec la ville, la région et le département dans le développement du campus santé - un complexe dédié aux formations paramédicales et à l'innovation en santé : « Ce congrès est un lieu de dialogue, un lieu d'innovation où nous pourrions imaginer de nouvelles manières de collaborer », a-t-elle estimé.

De son côté, **Léonore Moncond'huy**, Maire de [Poitiers](#) a rappelé que sa ville était un « territoire universitaire », dont l'identité est intimement liée à son université. Elle a par ailleurs mis en avant des projets conjoints, tels que le projet «vélo campus», facilitant l'accès aux vélos pour les étudiants, et la filière biosanté, pour répondre aux besoins locaux en santé. Enfin, le Maire de [Metz](#), Président de l'[Eurométropole de Metz](#) et de l'[AVUF](#) **François GrosDidier**, a conclu cette séance en rappelant que l'AVUF vise à « enrichir l'action publique locale grâce aux sciences » - et ce, en créant des interfaces entre recherche et collectivités, ou en utilisant celles qui existent déjà.



GRAND POITIERS
communauté urbaine

en partenariat avec :



Neuf ateliers et communications scientifiques

A l'issue de chaque atelier du mercredi 16, l'un de ses participants a été interrogé sur ce qu'il en avait pensé et retiré, et sur la façon dont le sujet s'incarnait sur son territoire.

Ateliers de la matinée

Atelier 1 : Complexité de la coopération recherche/collectivité en SHS : comment éviter le désenchantement ? - animé par Olivier Palluault (SCOP Ellyx) et Stéphane Vincent (27^{ème} région)



Alexis MIDOL-MONNET

Alexis Midol-Monnet, conseiller municipal d'Orsay (91) délégué à la jeunesse, à l'enseignement supérieur et à la vie étudiante, a évoqué une « *diversification des leviers* » pour renforcer la collaboration entre collectivités, universités et acteurs locaux, permettant des initiatives « *plus précises et plus efficaces* » pour les territoires. Bien que certains obstacles demeurent, cette évolution offre, selon lui, « *un potentiel accru pour améliorer le bien-être des habitants.* »

Il a cité des projets concrets, comme un guide sur la biodiversité conçu avec des étudiants, sensibilisant les habitants à la « *nature sur le trottoir* », ainsi qu'une évaluation des structures publiques locales, pour « *développer une meilleure culture commune dans la*

fabrique de la ville. » Il aurait en outre souhaité que l'atelier approfondisse « *l'impact des finances publiques* » et le coût pour les collectivités de la « *non-veille scientifique.* »

Atelier 2 : Recherche et innovation au service de la territorialisation des transitions - animé par Diane de Mareschal (Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts)



Vincent DEMESTER

Vincent Demester, vice-Président de la *Communauté d'agglomération de la Rochelle* (17) en charge de la promotion du tourisme, a partagé ses réflexions sur la relation entre recherche et territoires, notant l'importance de la « *taille du territoire* » dans la capacité à mobiliser les ressources de recherche. Il a aussi été marqué par la question de l'indépendance de la recherche : « *Va-t-on permettre à la personne qui mène une recherche d'être autonome et indépendante, alors même qu'on lui donne un « ordre » de recherche ?* »

Pour lui, la relation entre chercheurs et décideurs doit préserver un équilibre, sans que la recherche devienne le « *vassal d'un donneur d'ordre politique.* » Il a en outre évoqué les enjeux spécifiques de sa ville, comme les questions de submersion et d'aménagement en bord de mer, soulignant des problématiques partagées avec d'autres villes littorales. Pour aller plus loin, il aimerait voir une « *vulgarisation permanente* » des avancées en recherche, accessible et adaptée aux besoins des collectivités.

Atelier 3 : Les coopérations inter-territoriales à l'égard des activités académiques - animé par Camille Vergnaud (Laboratoire Pacte) et Josselin Tallec (Université Bretagne Occidentale)



Jean-Michel LONGUEVAL

Jean-Michel Longueval, vice-Président de la *Métropole de Lyon* (69) en charge des universités et de la vie étudiante, a qualifié l'atelier de « *début de dialogue* » sur la territorialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche en France. Il a mis en avant l'importance d'éviter que chaque collectivité défende uniquement ses propres intérêts, affirmant que « *si tout le monde dit : il faut que j'aie de l'offre, il n'y a pas de coopération.* » Cette coopération, selon lui, est essentielle pour répartir efficacement les formations et la recherche.

Illustrant ses propos avec l'exemple de Lyon, il a évoqué la collaboration avec des villes voisines comme Saint-Étienne pour soutenir leur attractivité académique. Enfin, il a souligné un défi majeur : « *l'État sollicite de plus en plus les collectivités* » sans leur transférer de moyens suffisants. Bien qu'optimiste, Longueval reconnaît que « *ce n'est pas si simple* » d'aligner les priorités locales avec celles de l'État.

Atelier 4 : Incuber et accompagnement la croissance des start-up issues de la recherche ou de l'entrepreneuriat étudiant - animé par Alain Asquin (Plan Esprit d'Entreprendre)



Denis HAMEAU

Denis Hameau, Conseiller métropolitain de *Dijon Métropole* (21) délégué *Smart City*, Enseignement supérieur et Université, a salué la mise en réseau des acteurs de l'incubation à l'échelle régionale, qu'il a perçue comme une « *force précieuse* » pour soutenir les projets étudiants. Selon lui, cette organisation « *dépasse les barrières des différents rôles* » et permet d'adapter l'accompagnement aux besoins des entrepreneurs. « *Nous allons aller lui trouver le laboratoire qui ira bien* », a-t-il expliqué, insistant sur l'importance de ce réseau pour guider les étudiants-chercheurs.

Concernant son agglomération, il a évoqué le pôle de compétitivité *Vitagora* autour de l'alimentation durable et la « *Smart City* » de Dijon, qui associe

la population à la gouvernance des données pour atteindre la neutralité carbone. Enfin, il s'est dit impressionné par la « *maturité* » et l'engagement des participants, jugeant cet écosystème « *inspirant pour nous à Dijon.* »

Atelier 5 : Comment mesurer et suivre dans le temps l'empreinte territoriale des universités ?

- animé par Yannick L'Horty
(Université Gustave Eiffel)



Thierry CHAILLOUX

Thierry Chailloux, vice-Président de *Tours Métropole Val de Loire* (37) délégué à la Recherche, à l'Enseignement supérieur, à la Formation professionnelle et à l'Apprentissage, a trouvé l'atelier enrichissant pour sa présentation d'une méthode permettant de mesurer l'impact socioéconomique de l'université sur un territoire. Selon

lui, cette approche « *traduit le nombre d'emplois directs, indirects et induits* » créés par la présence de l'université et de ses acteurs, fournissant une « *transcription de l'apport local de l'université* » en termes économiques.

Évoquant sa propre expérience, il a expliqué qu'au conseil métropolitain, les élus demandent souvent des justifications pour les investissements destinés à l'université. « *Là, c'est une façon de pouvoir justifier justement de l'apport* », a-t-il noté, soulignant que l'université apporte aussi « *dynamisme, jeunesse et culture* » au territoire. Bien qu'il ait apprécié l'atelier, il aurait souhaité « *aller plus dans le détail* », regrettant que le temps imparti n'ait pas permis de répondre à toutes ses questions.

Ateliers de l'après-midi

Atelier 1 : Organiser les collaborations entre les directions de la collectivité et les structures locales de recherche - animé par Nadine Peyre-Ayoub (Ville de Paris)



Jean-Luc DELPEUCH

Jean-Luc Delpeuch, Président de la *Communauté de communes du Clunais* (71), a apprécié l'atelier pour la diversité des stratégies d'interaction entre recherche et territoire présentées, qui fonctionnent aussi bien dans des grandes villes comme Paris que dans des zones plus petites. Il a relevé que « *l'innovation territoriale par l'aide de la recherche peut se décliner dans*



beaucoup de situations », y compris dans son territoire rural.

Se basant sur son expérience, il a décrit la collaboration réussie entre professionnels, universitaires et élus locaux pour « *trouver des solutions inédites*. » Bien qu'à une échelle modeste, cette approche permet des impacts similaires : « *On commence à voir des gens en master, puis en doctorat, que l'on embauche et qui continuent à contribuer*. ». Il aurait souhaité, ici, « *dialoguer davantage avec les participants* », mais a perçu un potentiel pour prolonger ces échanges au-delà de la durée limitée de l'atelier.



Hervé WILLAIME

Atelier 2 : Optimiser le soutien des collectivités à la recherche, en s'appuyant sur les dispositifs qui fonctionnent – animé par Stéphanie Kuss (Réseau C.U.R.I.E.)

Hervé Willaime, adjoint à la Maire de Cachan (94) chargé de l'Enseignement secondaire et supérieur, de la Recherche et de la Vie étudiante, a décrit l'atelier comme une étape pour évaluer les collaborations entre col-

lectivités et structures de recherche, visant à encourager « *l'innovation et le transfert technologique*. » En s'appuyant sur des exemples variés, comme la gestion de l'eau ou les îlots de fraîcheur, l'atelier a permis de présenter les perspectives et limites de ces partenariats.

Pour les petites collectivités comme la sienne, il a souligné que « *les partenariats sont plutôt à l'échelle intercommunale* », car les ressources sont limitées, et exprimé une certaine frustration face à la difficulté de « *quantifier l'effet de ces collaborations* » - insistant sur la **nécessité d'évaluer non seulement les retours financiers**, mais aussi les impacts environnementaux et socio-économiques, comme l'attractivité du territoire et la création d'emplois.

À la découverte d'espaces d'interactions entre **recherche et territoire** du **Grand Poitiers**

Jeudi 17 octobre, en début de journée (de 8h45 à 10h30), quatre visites sur site étaient proposées, en parallèle, aux participants du colloque, afin de leur permettre d'explorer les initiatives d'innovation et de valorisation patrimoniale de Grand Poitiers Communauté urbaine

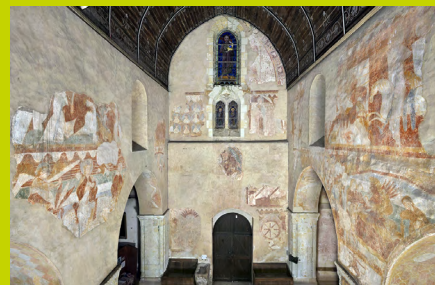
La **première visite** a conduit les participants à *HTag de Neoloji Technopole*, pépinière d'entreprises située dans le quartier de la gare, dédiée au soutien des entrepreneurs et dirigeants. Elle offre des services complets pour accompagner la création et le développement de start-ups innovantes en fournissant des espaces d'accueil et d'hébergement, ainsi qu'une animation de l'écosystème entrepreneurial local.

La **deuxième visite** s'est déroulée à l'*Espace Chaboureaux*, un lieu de médiation scientifique créé par l'*Université de Poitiers*. Situé au centre-ville, cet espace unique rend la science accessible au grand public à travers un musée interactif, une salle immersive et des ateliers, dont un escape game intitulé « *le café des curiosités* » où les

visiteurs explorent la science de manière ludique.

La **troisième visite** était en fait une rencontre avec chercheurs et collaborateurs du *Grand Poitiers*, pour découvrir les collaborations de recherche entre *Grand Poitiers* et l'*Université de Poitiers*, qui portent sur des sujets d'intérêt commun comme les îlots de chaleur, la santé humaine et la gestion des cours d'eau - soulignant l'importance des recherches appliquées pour la communauté.

Enfin, la **quatrième visite** a offert un retour dans le passé avec les fouilles du Palais de Poitiers, organisées par le *Centre d'études supérieures de civilisation médiévale (CESCM)*. Ce site historique, en pleine réhabilitation, invite à découvrir les vestiges et à renouer le lien entre ce patrimoine et la ville.



Atelier 3 : Comment la recherche publique peut-elle avoir un effet d'entraînement sur la recherche privée et, in fine, sur l'innovation et le développement économique local ? – animé par Lionel Delbos (*France urbaine*) et Philippe Bassot (*CMI Stratégies*)



Françoise RAYNAUD

Françoise Raynaud, vice-Présidente de l'Agglomération de La Roche-sur-Yon (85), a abordé les défis rencontrés par les territoires non métropolitains pour bénéficier des dispositifs de sou-

tien à l'innovation. Selon elle, « *les dispositifs que l'on trouve en métropole ne peuvent pas se décliner sur nos territoires d'agglomérations* », où les entreprises sont surtout des PME recherchant de la proximité. Elle a souligné que « *l'usine à la campagne est une réalité* », mais que les grands dispositifs d'accompagnement, comme les pôles de compétitivité, paraissent « *trop éloignés du terrain* » pour ces structures.

L'élue a également évoqué le rôle des collectivités dans l'innovation, qui consiste davantage à « *sensibiliser et accompagner pas à pas* » les jeunes créateurs, en évaluant la maturité de leurs projets. Pour elle, les entreprises locales restent sceptiques face aux collaborations de long terme : « *La recherche, c'est un an. Ensuite, il faut que cela se concrétise dans le chiffre d'affaires...* »

Atelier 4 : Mettre en relation demande sociale ou territoriale et recherche avec les Boutiques des sciences ou autres dispositifs d'intermédiation – animé par Stéphanie Bost (*Alliance Sciences-Société*)



Marie PIERON

Marie Pieron, adjointe au Maire d'Ivry (94) en charge de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de la culture scientifique, a souligné l'importance des structures d'intermédiation entre universités, collectivités et associations, comme les *Boutiques des sciences*, pour accompagner les projets de recherche-action. Selon elle, ces structures facilitent le travail avec les collectivités et permettent de « *résoudre une question scientifique de manière concrète.* »

Elle a évoqué le projet de *Conservatoire éco-citoyen* d'Ivry, qui pourrait bénéficier d'un accompagnement similaire pour assurer sa pérennité. « *Peut-être avons-nous raté certaines étapes* », a-t-elle admis, notant qu'une aide extérieure aurait permis d'éviter certaines tensions internes. Elle a en outre exprimé son intérêt pour un approfondissement sur les financements et le partenariat entre *Boutiques des sciences* et collectivités. Pour elle, la recherche participative est « *incompatible avec la manipulation* », car elle repose sur des étapes transparentes, permettant une confiance mutuelle entre tous les acteurs.



Table-ronde : Comment bien faire travailler **chercheurs et collectivités ensemble ?**

A l'issue de ces deux journées d'échanges et avant la conclusion de Bastien Bernela, vice-Président du Grand Poitiers et Administrateur national de l'AVUF, une table-ronde s'est tenue, jeudi matin, dédiée à la thématique générale de ce colloque : Recherche et territoires. Elle a permis de présenter des exemples concrets et de mettre en lumière des dispositifs efficaces.

À l'heure où les défis écologiques, sociaux et économiques appellent des réponses innovantes, la collaboration entre chercheurs et collectivités territoriales s'avère cruciale. Cette table-ronde, animée par Marie Pieron, adjointe au Maire d'Ivry, en charge de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de la culture scientifique et Administratrice nationale de l'AVUF, a permis aux intervenants d'échan-

ger sur les moyens de rapprocher le monde académique des acteurs locaux et d'optimiser cette coopération.

Un partenariat essentiel pour faire face aux enjeux locaux

Marie Pieron a d'abord rappelé que « ces liens entre établissements d'enseignement supérieur et collectivités territoriales deviennent absolument déterminants », particulièrement face aux enjeux de transition écologique et de crises sanitaires récentes. Elle a souligné l'importance d'un dialogue constructif pour que la recherche éclaire les politiques publiques, notamment en matière d'écologie et de sciences participatives.

Marie-Christine Lemardeley, adjointe à la [Maire de Paris](#) en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie étudiante, a quant à elle présenté l'initiative « Paris Recherche », visant à rapprocher la recherche de l'action publique parisienne : « Il y avait une sorte de hiatus entre les habitants et les chercheurs, les politiques et les chercheurs », et cette démarche veut « renforcer le lien entre sciences, ville

et société » pour restaurer la confiance entre citoyens et institutions.

«1000 doctorants pour les territoires» : un modèle de collaboration

Jean-Luc Delpuch, Président de la [Communauté de Communes du Clusinois](#), a ensuite exposé le programme «1000 doctorants pour les territoires», dont il est le fondateur. Un programme destiné à inciter les jeunes chercheurs à travailler sur des problématiques locales : « Nous avons commencé avec un sociologue de Lyon-2 qui a travaillé avec nous sur le service public en milieu rural », a-t-il expliqué, illustrant la manière dont la recherche peut être intégrée dans les projets de terrain à condition de créer un dialogue entre chercheurs, collectivités et habitants.

Pour Jean-Luc Delpuch, les collectivités rurales ont beaucoup à offrir aux chercheurs, et vice-versa. Il a ainsi insisté sur la richesse des relations tripartites entre un tuteur (la collectivité), un doctorant et un directeur/-trice de recherche : « Ce triangle-là est vraiment fondamental. » Ce modèle, tout d'abord appliqué dans une petite communauté, se veut désormais accessible à toutes les collectivités, grandes et petites.

Enrichir les compétences des chercheurs et des collectivités

Eric Papon, représentant de *France Universités* et Chargé de mission Filières industrielles et socio-économiques auprès du Président de l'[Université de Bordeaux](#), a illustré l'apport concret de la recherche pour les collectivités en partageant l'exemple de la [Métropole de Bordeaux](#), où la recherche a contribué à des projets en lien avec la gestion des ressources en eau et la mobilité urbaine. Il a souligné l'importance de « savoir comment faire ces connexions » pour que les compétences académiques profitent directement aux territoires. Selon lui,



« les universités sont des acteurs très importants pour les collectivités », notamment en matière d'aide à la décision et de transformation locale.

Majdi Khoudeir, de la [Conférence des Grandes Écoles](#), a pour sa part mis en avant, en tant que Directeur général de l'[ISAE-ENSMA](#) de Poitiers, la capacité des écoles d'ingénieurs à se connecter avec les PME locales et les entreprises. Pour lui, la diversité thématique des écoles représente un atout pour les collectivités, car elle permet de répondre à des problématiques spécifiques - que ce soit dans le domaine de la mobilité, de l'aéronautique ou de l'énergie...

Freins et solutions pour une collaboration réussie

Par-delà des réussites avérées, des obstacles subsistent. Jean-Luc Delpéuch a ainsi pointé la « méconnaissance mutuelle » entre chercheurs et acteurs locaux, qui entraîne parfois des réticences des deux côtés. Pour y remédier, il a envisagé la mise en place de formations destinées aux élus et agents territoriaux, visant à les aider à mieux comprendre les enjeux de la recherche et à encourager des collaborations concrètes.

En outre, Marie -Christine Lemardeley a évoqué un autre frein majeur : le financement. Elle a déploré que la recherche ne soit pas une compétence obligatoire pour une ville - ce qui complique l'allocation de budgets. Malgré

ces contraintes, Paris a mis en place des appels à projets souples, permettant aux chercheurs de contribuer à des sujets concrets, comme l'impact du changement climatique sur les ressources en eau ou la qualité de l'air dans les écoles : « *Quand j'ai moins de financement, j'adapte les projets pour faire avancer les choses autrement.* » Preuve qu'avec de la flexibilité, des solutions peuvent néanmoins être trouvées.

Une science pour et avec la société

Les échanges de cette table-ronde ont mis en lumière une vision commune : le souhait de rapprocher la recherche des besoins des citoyens. Selon Jean-Luc Delpéuch, « *la science devrait vraiment aller vers les citoyens, la société via les collectivités* », et ce d'autant plus que les défis contemporains nécessitent une mobilisation collective. Pour Majdi Khoudeir, les écoles et uni-

versités doivent continuer à se rendre accessibles, non seulement pour leurs étudiants, mais aussi pour les collectivités qui cherchent des solutions innovantes.

Ce temps d'échange s'est conclue sur un appel unanime à élargir ces collaborations, afin que la recherche serve davantage le bien commun, et ce à travers une relation de confiance et de respect entre scientifiques, décideurs et citoyens. Comme l'a souligné Marie Pieron, cette coopération « *constitue un levier puissant pour transformer durablement nos territoires* », en alliant expertise académique et besoins concrets des collectivités. ■



www.avuf.fr

Recherche et territoires

Dans le cadre de son colloque annuel organisé à Poitiers, un appel à communication, sous forme de posters, a été lancé par l'AVUF auprès de l'ensemble des participants afin de partager leurs expériences inspirantes : initiatives locales, actions, projets ou démarches stratégiques - autour de la thématique « Recherche et territoires ».

Ces posters ont été exposés durant les deux jours et vous pouvez les retrouver sur le site de l'AVUF en suivant ce lien : https://www.avuf.fr/wp-content/uploads/2024/11/EXPO-Colloque_AVUF_2024.pdf



Retrouvez toutes les archives
www.universites-territoires.fr